

**Alain-Claude Bilie-By-Nze**

*Ancien Premier ministre*

**Les bonnes  
feuilles du livre :  
UNE SÉLECTION  
DE 40 EXTRAITS,  
DE A À Z**

# **Awu m'awu**

## **Oser l'espérance pour un autre Gabon**

*Collection « Leaders d'Afrique »*

AfricaPresse.Paris



## Alain-Claude Bilie-By-Nze

Ancien Premier ministre



**« Awu m'awu  
Oser l'espérance  
pour un autre Gabon »**

**Les bonnes feuilles  
du livre : une  
sélection de 40  
extraits**

### DE A à Z :

Administration, Ali Bongo, Alternance, Assaut, Bilan, Cabinet présidentiel, Conscience nationale, Constitution, Continuité de l'Etat, Contrat social, Corruption, Coup d'Etat, Cultes, Culture, Décentralisation, Démocratie, Dialogue National Inclusif, Eau, Equité sociale, Etat de droit, Forces armées, France, Francophonie, Gabon, Garde républicaine, Gouvernance, Gouvernement, Industrie, Jeunesse, Libreville, Marque Gabon, Océan, Patrie, Planification, Politiques publiques, Primature, Prospérité, Relations Sud-Sud, Transition, Transparence, Unité, Valeurs.

#### Administration

*« La lenteur des processus administratifs et de mobilisation des financements publics est un frein majeur dans l'action gouvernementale, aussi résolue soit-elle. » (Page 70)*

#### Ali Bongo

*« Ma conviction est que le Président Ali Bongo, qui a aimé le pouvoir mais qui, par inclination personnelle, par tempérament, a toujours cherché à se défaire des contraintes de son exercice, évidemment hautement pesantes pour un chef d'État, a confié une large part de celles-ci à d'autres, de très inégal niveau, qui en ont usé et abusé. » (Page 128)*

*« Selon moi, l'avenir doit s'écrire sur les tables d'un présent observé et mesuré dans tout ce qu'il possède en potentialités et perspectives comme en tout ce qu'il recèle de fragilités et de menaces. Au fond, établir le bilan objectif des quatorze années de la Présidence d'Ali Bongo est l'indispensable préalable à toute construction d'un avenir commun. » (Page 274)*

#### Alternance

*« En plus d'avoir volé les rêves d'alternance d'une partie de la population gabonaise, si tant est que les résultats donnant Ali Bongo vainqueur aient été tronqués, le coup d'État du Général Oligui est en réalité un coup d'Etat*

*contre la démocratie. Le plus curieux, c'est de voir la vitesse avec laquelle ceux qui prétendaient se battre pour l'alternance au pouvoir ont vite couru baiser les pieds du putschiste. Leur combat pour l'alternance n'était donc que le cache-sexe d'une volonté effrénée de recevoir quelques strapontins. Dommage pour ceux qui avaient cru à la sincérité de leur combat. » (Page 168)*

### **Assaut (du QG de Jean Ping)**

*« L'assaut mené au QG du candidat Jean Ping fût bien évidemment une grossière erreur mais sur laquelle je dispose ni n'ai disposé d'aucun moyen de vérification, n'ayant jamais été dans aucune chaîne de commandement militaire ou sécuritaire. Dans ce sens, le rétropédalage de Monsieur Ping fut révélateur : après avoir affirmé urbi et orbi que Ali Bongo et Jean Yves Le Drian se trouvaient à bord de l'hélicoptère qui « avait bombardé le QG », celui-ci finira par reconnaître qu'il n'y avait ni Ali Bongo ni Jean Yves Le Drian à bord d'un hélicoptère. Peut-on encore aujourd'hui me reprocher d'avoir dit qu'un tel bombardement n'avait jamais eu lieu ? » (Page 27)*

### **Bilan**

*« Un pays est une continuité historique qu'il convient d'assumer en conscience des obligations qu'elle nous crée tout en corrigeant, s'il y a lieu, ce qui mériterait de l'être. Mais aucun progrès, aucun développement n'est possible si l'on s'inscrit dans la négation ou la remise en cause systématique de ce qui a été fait avant nous ou de ce à quoi nous n'avons pas contribué, et qui conduit parfois à la tentation autoritaire et au putsch. » (Page 26)*

*« Nous devons savoir collectivement porter un regard critique sur ce qui a été accompli et ce qui ne l'a pas été. S'agissant du plan stratégique Gabon Émergent, il me semble qu'il eut été nécessaire de définir, à un échelon gouvernemental élevé, c'est-à-dire celui de la Primature, les filières industrielles prioritaires justifiant la construction, accompagnée par l'État, d'écosystèmes cohérents. » (Page 55)*

*« Ce livre a valeur de témoignage, de contribution modeste au bilan des deux Présidences successives d'Ali Bongo, que je sou mets ainsi à l'appréciation du Peuple, à travers mes lecteurs. Mais surtout, il vise à tracer les perspectives qui doivent être celles d'un Gabon nouveau, au cœur de l'Afrique centrale. » (Page 276)*

### **Cabinet présidentiel**

*« L'omniprésence du cabinet du Président dans l'organisation institutionnelle étatique gabonaise s'est fortement accrue sous les présidences successives d'Ali Bongo, du fait de la volonté du Président, conjuguée à un penchant naturel de celui-ci, à déléguer. Cette propension affirmée à la délégation a rapidement amené le cabinet du Président, à prendre petit à petit le pas sur toutes les autres institutions de la République, y compris la haute administration, les entreprises parapubliques, les commandements des forces de sécurité et même la justice. » (Page 122)*

*« État dans l'État, sorte de tumeur qui, en grossissant, finit pour étouffer les organes vitaux de la République, déréglés dans leur fonctionnement, le cabinet du Président aura été la cellule cancéreuse à l'origine de la maladie de l'État, tandis que les directeurs de cabinet successifs de la Présidence auront été autant de naufrageurs du régime. » (Page 131)*

*« C'est, pour user d'un terme de chimie, de laboratoires et de pi pettes, un véritable précipité explosif qui fut concocté par de véritables apprentis sorciers, jeunes nantis mondialisés et méprisants, toujours entre Singapour et Londres en jet, à l'anglais impeccable et aux fêtes insolentes, peut-être aussi aux spoliations inouïes de biens publics et de ressources financières de l'État, un proche avenir judiciaire devrait nous le dire. » (Pages 151)*

### **Conscience nationale**

*« Le Gabonais est d'un naturel ouvert, accueillant mais jaloux de sa liberté et de son indépendance. Il respecte et aime l'étranger*

*mais peut-être parce que la mémoire du système colonial est présente au fond de chacun d'entre eux, ne supporte pas que celui-ci puisse le commander, surtout s'agissant de fonctions d'État, qui sont l'apanage à ses yeux des nationaux. N'avoir pas compris cette dimension de la conscience nationale gabonaise a été l'erreur commise par eux (les cabinets ministériels successifs) et leurs membres. Sa persistance devint une faute irréparable.» (Page 129)*

### **Constitution**

*« Je retire de ces 7 mois, 21 jours et 4 heures à la Primature, que, paradoxalement, alors même que je fus si fier de m'en voir confier l'exercice, que la fonction doit être redéfinie et renforcée. (...) Ce dont le Gabon a besoin, c'est d'un régime semi-Présidentiel revisité, inspiré des institutions de la Ve République française mais avec un renforcement des pouvoirs du Premier ministre et, en contrepartie, un plus grand pouvoir de contrôle du Parlement» (Page 118)*

*« Le temps est venu d'instaurer au Gabon un régime semi-présidentiel mieux fondé sur le principe d'une réelle et effective séparation des pouvoirs. Au président, élu pour cinq ans pour un mandat renouvelable une seule fois, de nommer son Premier ministre, qui doit nécessairement être issu de la majorité à l'Assemblée nationale.» (Page 250)*

### **Continuité de l'Etat**

*« Un pays est une continuité historique qu'il convient d'assumer tout en corrigeant, s'il y a lieu, ce qui mériterait de l'être. Mais aucun progrès, aucun développement n'est possible si l'on s'inscrit dans la négation ou la remise en cause systématique de ce qui a été fait avant nous ou de ce à quoi nous n'avons pas contribué, ce à quoi s'emploie pourtant quotidiennement le général Oligui. D'où cette impression d'éternel recommencement.» (Page 169)*

### **Contrat social**

*« Il nous faut penser et bâtir ensemble un nouveau contrat social qui permette de rétablir la relation de confiance entre les citoyens, leurs autorités publiques et les services publics. Cela ne se fera qu'au prix d'une vision partagée et transcrite dans la loi sur la transparence dans la gestion de la vie publique. » (Page 211)*

### **Corruption**

*« Les phénomènes de corruption qui gangrènent beaucoup de pays africains sont la continuation sous d'autres formes de la prédation de (leurs) richesses à laquelle le pouvoir colonial contraignait les élites autochtones. » (Page 24)*

*« Engager une lutte acharnée contre ce fléau qui appauvrit l'État, donc la population, au bénéfice d'une certaine élite politico-administrative est une impérieuse nécessité. Cette démarche implique l'adoption d'une loi sur la moralisation de la vie publique. Patrimoine, salaires, primes et autres avantages doivent être connus et publiés, de même que le montant des fonds politiques et des fonds de souveraineté alloués au Président de la République et l'usage qui en est fait. Il faudra de même limiter les dépenses de campagne car une démocratie apaisée suppose une réelle égalité des chances entre candidats. Notre système démocratique est gangrené par la corruption et l'achat des votes. Cela doit cesser. » (Page 85)*

*« Aujourd'hui, une autre plaie vient à son tour blesser. Il s'agit des soupçons d'enrichissement illicite portés contre les membres des cabinets successifs du Président de la République : ils seraient un pur scandale si jamais ils étaient avérés. Cela voudrait dire que ceux-ci auraient systématiquement et méthodiquement pillé l'État et appauvri la population gabonaise. Ce serait d'autant plus impardonnable qu'ils n'auront eu de cesse de prôner la tolérance zéro à l'égard de la corruption et, pis, volontairement privé le Gouvernement de ressources pour agir. Par-delà le caractère*

*hautement condamnable de tels agissements, s'il s'avère que le Président savait, ce serait un point de rupture moral irréversible pour moi, car cela le situerait dans le camp de ceux pour qui aucune indulgence n'est possible. Je ne veux y croire. La justice gabonaise tranchera. » (Page 83)*

*« Ce qui est attendu par nos concitoyens, c'est d'avoir accès à la vérité sur la matérialité des faits de corruption, d'enrichissement illicite, de trafic d'influence qui ont pu émailler la gestion de la vie publique et l'émaillent encore aujourd'hui. Les faire assister à ce stop and go, au gré des contextes politiques successifs, entre accusations proférées, condamnations répétées, puis affirmations de culpabilité fabriquées, conduisant à des remises en liberté par de hautes autorités de l'État, ayant été pourtant au cœur de la conduite des procédures judiciaires enclenchées, a des allures de farce tragique. Le citoyen, face à ce spectacle inouï, acquiert ou plus exactement voit conforté le sentiment d'être instrumentalisé, désinformé par des élites politiques, administratives et judiciaires jouant entre elles et à son détriment une sarabande qui n'est destinée en réalité qu'à masquer la volonté de poursuivre des errements qui n'ont d'autre effet que de se faire sur le dos du peuple. Et ce faisant, nul d'entre nous, fût-il le plus intègre des hommes, n'est à l'abri de se voir un jour poursuivi opportunément, sur la base de dossiers fabriqués ex nihilo, en vue de faire taire une voix discordante. » (Page 146)*

### **Coup d'Etat**

*« La réalité est que le coup d'État du 30 août 2023 a tout des caractéristiques d'un acte à visée strictement opportuniste. Le coup de force s'apparente en vérité beaucoup plus à une révolution de palais picrocholine dont les motivations commencent à filtrer, au travers des dires mêmes de son auteur. » (Page 164)*

### **Cultes**

*« La notion de protecteur des croyants et des communautés me semble essentielle à*

*instituer, s'agissant des prérogatives du chef de l'État, garant de l'unité nationale. » (Page 217)*

### **Culture**

*« Parallèlement à la dimension patrimoniale, essentielle à la préservation du legs de nos ancêtres, il m'a paru nécessaire de perpétuer le culte des grands talents contemporains qui sont autant de signatures culturelles gabonaises, de renommée nationale et internationale. » (Page 95)*

### **Décentralisation**

*« Les campagnes nourrissent les villes : la décentralisation est centrale pour faire le Gabon des territoires, leur connexion entre eux. Le Sénat garantira la bonne exécution du dispositif. S'agissant de la décentralisation, l'adaptation de l'organisation centrale de l'État doit accompagner les transferts de compétences aux collectivités locales. » (Page 256)*

*« Bâtir le développement de notre pays depuis la base, dans une réelle implication des populations, tout en préservant et en valorisant leurs modes de vie traditionnels, les langues vernaculaires et les identités qui s'y rattachent, doit être la finalité du processus de décentralisation, le principe qui l'inspire et le légitime. » (Page 256)*

### **Démocratie**

*« Le peuple gabonais, comme tout peuple attaché aux principes de la démocratie, aspire à pouvoir choisir ses dirigeants en toute liberté. L'ère Bongo, du fils au père, a représenté plus de cinquante années de notre vie publique. Deux générations de Gabonais ont vu le jour ainsi. Nos concitoyens, quelles qu'aient été les dimensions positives du bilan d'Ali Bongo, avaient besoin de changement. » (Page 277)*

### **Dialogue National Inclusif**

*« Ce dialogue aura donc été à la fois un vol et le viol des espoirs de nos concitoyens qui avaient légitimement pensé que ce serait là l'occasion de panser ensemble des plaies, de recoudre les*

*filis d'un vivre-ensemble national et de bâtir un projet commun pour un nouvel avenir. » (Page 179)*

### **Eau**

*« Tous nos concitoyens n'ont pas encore accès à l'eau potable au sein de leurs foyers, ni a fortiori à l'assainissement des eaux usées. De vastes efforts visant à raccorder plusieurs centaines de milliers de citoyens supplémentaires au réseau d'eau potable, notamment en zone suburbaine et rurale, restent à faire. » (Page 68)*

*« Sur le modèle du One Forest Summit tenu à Libreville à l'initiative de l'ancien Président de la République et de son Premier ministre que j'étais, la réunion d'un sommet sur la reconnaissance de la souveraineté hydrique des États et des peuples, affirmerait le positionnement stratégique du Gabon sur la scène diplomatique. » (Page 227)*

### **Equité sociale**

*« Il existe un paradoxe gabonais : celui à la fois d'une opulence publique heureuse que semblent révéler les chiffres de son PIB par habitant, et d'un fardeau existentiel privé. Si les Gabonais ne se satisfont pas des conditions de leur vie personnelle et familiale, grevée des mille contingences et contraintes qui leur sont imposées et qui sont loin d'être le reflet des statistiques mondiales sur les PIB, ils expriment en revanche une grande confiance envers le reste de la société, riche de solidarités familiales et de proximité protectrice. » (Page 210)*

### **Etat de droit**

*« La prééminence, au sein d'un État, du droit sur le pouvoir politique est un imperium. Chaque citoyen doit s'astreindre, quel qu'il soit, et a fortiori s'il exerce des responsabilités publiques, y compris la plus éminente, au respect strict de la loi et y éviter toute entorse. Chacun est soumis à une même règle de droit fondée sur les trois principes de la hiérarchie de ses normes, de l'égalité des citoyens devant la*

*loi et de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Toute atteinte au respect de l'État de droit, doit se trouver sanctionnée. » (Page 252)*

### **Forces armées**

*« Le Gabon se doit mettre en place une stratégie de défense plus cohérente et mieux adaptée à ses besoins. Cela passe par le renforcement des capacités opérationnelles de nos forces armées, la modernisation de leur équipement, ainsi que par une coopération régionale et internationale renforcée. La stratégie de défense nationale et d'emploi des forces armées au Gabon doit en effet être conçue de manière à garantir la sécurité et la stabilité du pays dans un environnement régional et international instable. » (Page 233/234)*

### **France**

*« Les Gabonais ont à l'égard de la France ce que je qualifierai comme une sorte de « dépit amoureux », lui faisant le grief de regarder ailleurs et de ne pas apporter à notre pays, en retour de tout ce que la France lui a pris pendant la colonisation et après son indépendance, un niveau d'investissements directs de ses entreprises et un soutien aux grands projets d'investissements structurants suffisant. Un nombre significatif de Gabonais dispose de la double nationalité et, de ce fait, exprime avec force ce sentiment. » (Page 105)*

### **Francophonie**

*« J'allai aussi à Dakar à un sommet sur la sécurité et en Russie, à Sotchi, aux côtés de notre Premier ministre, pour un sommet russo-africain présidé par Vladimir Poutine, durant lequel j'aurai un entretien bilatéral avec mon collègue Lavrov, qui m'a impressionné par sa maîtrise de la langue française : il est un parfait francophone. » (Page 104)*

### **Gabon**

*« Le Gabon est aujourd'hui à la croisée des chemins. Entre le repli sur soi, l'enfermement*

*derrière ses frontières nationales, conduit par obligation à l'autarcie du fait de sanctions internationales même partiellement levées ou, au contraire, l'ouverture au monde, le développement que permet une stature retrouvée à l'échelle du continent, grâce à une vie démocratique nationale revivifiée et transparente. » (Page 13/14)*

*« La beauté de notre pays, de ses paysages, de ses vastes hauts plateaux et de ses montagnes, de ses littoraux et estuaires, de ses îles, offre des perspectives pour le regard qui invitent à l'évasion de l'esprit, à la réflexion, à la méditation même. Chacun vit à sa façon cette relation à la nature si belle de notre cher Gabon et y puise l'énergie vitale qui le fait avancer. » (Page 87)*

### **Garde républicaine**

*« Le second pilier sur lequel reposait le pouvoir dit « Bongo-P.D.G. », c'est la Garde Présidentielle qui deviendra Garde Républicaine après que l'opposition a demandé sa réforme lors des accords de Paris en 1994, à la suite de la forte contestation électorale de l'élection de 1993, durant laquelle la GR jouera un rôle répressif déterminant. La GR et ses services spéciaux étaient donc le pilier répressif sur lequel s'appuyait le régime. » (Page 141)*

### **Gouvernance**

*« Que de temps gaspillé à déjouer les chausse-trappes, les contre-ordres illégitimes mais respectés par les canaux occultes activés par le cabinet du Président et ses officines relais, animés d'intentions bien étrangères à l'intérêt supérieur de l'État ! Dans un tel contexte, la fonction de Premier ministre, telle qu'elle est définie par notre Constitution de 1991, se trouve affaiblie par le court-circuit permanent. » (Page 117)*

*« Celui qui recherche la popularité du moment n'est pas apte à diriger un pays. Tout capitaine de navire sait que pour atteindre le cap fixé, il faut savoir affronter la houle, esquiver les récifs et maintenir le cap.» (Page 270)*

### **Gouvernement**

*« La continuité de l'action ministérielle et, plus largement la continuité de l'État ne sont pas assurées dans notre pays. Un ministre succède à l'autre, dans un jeu institutionnel de chaises musicales au demeurant le plus souvent assez rapide et les projets en cours des prédécesseurs sont le plus souvent jetés aux oubliettes de l'histoire gabonaise, qui regorge de projets mort-nés, avortés, laissés en déshérence. » (Page 91)*

### **Industrie**

*« Pour ce qui est du Plan Stratégique Gabon Émergent, il eut été indispensable de définir les filières industrielles prioritaires justifiant la construction, accompagnée par l'État, d'écosystèmes cohérents. Cela ne fut qu'esquissé et limité à quelques-unes d'entre elles, dont la filière bois, la filière énergies renouvelables ou encore la filière agroalimentaire. » (Page 205)*

### **Jeunesse**

*« La jeunesse gabonaise est fougueuse et, par nature, animée par le sentiment d'injustice ainsi que du désir de se voir mieux reconnue dans ses potentiels. » (Page 12)*

### **Libreville**

*« Au lieu d'imaginer la chimère d'un Libreville 2, qui n'est qu'une fuite en avant, il faut d'abord lutter contre le mitage urbain des zones marécageuses et accidentées qui ronge littéralement Libreville, où 80 % des logements (...) ont proliféré anarchiquement. » (Page 176)*

*« L'exemple du projet pharaonique et délirant Libreville 2 se suffit en lui-même pour constater les chimères annoncées au peuple, et qui, inévitablement, connaîtront tôt ou tard un effet boomerang dont l'ampleur sera proportionnelle à sa démesure. » (Page 178)*

### **Marque Gabon**

*« Support de la diplomatie économique, la marque Gabon profiterait aux différents*

*acteurs économiques et ce, par le biais des actions que chaque acteur organiserait dans les pays partenaires. De même, la diplomatie d'influence dont la mission est de diffuser les arts et les cultures gabonaises s'en trouverait également soutenue par la signature Gabon. »*  
(Page 245)

### **Océan**

*« Qui sait que le Gabon a en réalité une superficie totale de 459 611 km<sup>2</sup> ? Et non de 267 667 km<sup>2</sup> ? Bien peu d'entre nous ! Or, la superficie maritime de notre pays est de 191 944 km<sup>2</sup>, s'ajoutant à sa superficie terrestre. »*  
(Page 57)

*« Dans un Gabon en paix, aux frontières terrestres et maritimes défendues contre ces menaces, l'avenir national est de toute évidence à la conception et à la mise en place d'une ambitieuse économie de la mer, mettant notre pays en capacité, à horizon 2050, de devenir une puissance maritime administrant et exploitant ses eaux territoriales et sa Zone Économique Exclusive (ZEE). »*  
(Page 220)

### **Patrie**

*« Si le mot patrie a un sens – et à mes yeux il est puissant – le Gabon et ses quelque deux millions d'habitants, sœurs et frères d'une petite Nation peuplant un vaste territoire, plus grand que le Royaume-Uni ou de la taille de la Nouvelle-Zélande, en est une, riche d'une diversité ethnique, culturelle, religieuse exceptionnelle et forte de cet alliage indestructible constitué à la fois d'une tradition partagée de respect des ancêtres et de foi maternelle en sa jeunesse. »*  
(Page 9/10)

### **Planification**

*« Le plan stratégique Gabon Émergent fixait les orientations stratégiques, déclinées en programmes et actions pour faire de notre pays un modèle de développement durable, conciliant développement économique, bien-être des Gabonais, équité sociale, croissance durable et protection environnementale. »*  
(Page 52)

### **Politiques publiques**

*« Quel que soit le pays au monde, la prise de pouvoir par les militaires est toujours le signe d'un échec et d'un dérèglement profond de la vie démocratique qui l'a précédée. C'est la révélation d'un échec de politiques publiques n'ayant pas pu satisfaire aux exigences et attentes des populations dans différents domaines de leur vie courante. »*  
(Page 29)

### **Primature**

*« Les jours d'un Premier ministre sont nécessairement comptés à la Primature : c'est le lot de cette fonction ardue, exigeante, qui met une femme ou un homme aux prises avec les réalités sociales et économiques de son pays, avec des crises qu'il a à affronter, à l'image du terrible naufrage de l'Esther Miracle que j'eus à gérer dans ses conséquences humaines tragiques. On ne sort jamais indemne de la fonction de Premier ministre. Serrer dans vos bras, au nom d'une Nation tout entière, la maman qui vient de perdre ses enfants, est un instant qui ne vous quittera jamais l'esprit, jusqu'à votre dernier souffle. »*  
(Page 116/117)

### **Prospérité**

*« Il est légitime pour tout Gabonais, du plus humble de nos concitoyens jusqu'au plus titré en fonctions publiques quelles qu'elles soient, de vouloir connaître une vie de prospérité. La réussite individuelle de chacune et chacun profite à la Nation dans son ensemble et à son rayonnement. Mais cette prospérité doit être fondée sur l'émergence puis la consolidation de projets professionnels de toutes natures fondées sur le talent, la créativité, les compétences de nos concitoyens quels qu'ils soient, dans leur expression privée, dans le secteur privé, à la tête de leurs propres affaires, dans la création desquelles ils doivent être accompagnés et soutenus dans leur développement par l'État. Plus jamais cette réussite espérée ne doit se fonder sur une confusion totalement détestable entre caisses de l'État et caisses personnelles. Cette confusion des caisses, cette porosité*

*inacceptable entre fonds publics et fortunes privées, par des flux frauduleux et attentatoires aux intérêts de la Nation, ne saurait être tolérée. Elle doit être combattue avec la plus grande sévérité. » (Page 143/144)*

### **Relations Sud-Sud**

*« Je crois profondément à l'intérêt mutuel que constitue (...) la coopération sud-sud, dans la mesure où celle-ci, à l'inverse de la coopération nord-sud, n'est pas inspirée d'arrière-pensées visant, au prétexte d'apporter une assistance à l'instauration de gouvernances économiques, à imposer la présence d'acteurs économiques aux intentions sinon prédatrices de nos richesses, du moins de confortement d'intérêts économiques venant contrecarrer l'ambition gabonaise de se doter de champions nationaux dans différents secteurs industriels. » (Page 56)*

### **Transition**

*« Puis vint le temps, dans lequel nous vivons encore, d'une transition qui n'en a que le mot, mais un mot qui, habilement choisi, a fait naître d'infinis espoirs de changement dans l'esprit de nos concitoyens, légitimement révoltés d'assister en spectateurs à la reproduction grotesque et miniature à Libreville d'une sorte de chute de la Rome décadente. » (Page 152)*

### **Transparence**

*« L'action publique exige la transparence, tant dans sa conduite elle-même que dans son évaluation. Nommé Premier ministre en janvier 2023, j'ai immédiatement donné instruction à mes services de réaliser un bilan trimestriel de l'activité déployée par la Primature. Ce fut une première dans l'histoire de notre jeune République. » (Page 109)*

### **Unité**

*« Nous devons travailler à n'exclure personne. Nos contradictions politiques ne devraient se situer que sur la façon d'aborder les questions essentielles pour le développement de notre pays. En d'autres termes, nos approches ne devraient être appréciées qu'à l'aune des*

*regards différents que les unes et les autres portent sur une seule et même réalité : le Gabon, notre patrie chérie. » (Page 20/21)*

### **Valeurs**

*« Les valeurs qu'on qualifie de « gauche » dans les démocraties occidentales, celles de solidarité et de justice sociale, sont au Gabon la traduction contemporaine, à l'échelle de la gouvernance des institutions du pays, de celles que nous avons reçues de nos ancêtres et de la mosaïque d'ethnies qui est la nôtre. Au sein de celles-ci, l'exclusion sociale n'existait pas. Lutter contre elle est donc un devoir de continuité et de fidélité à des modes d'organisation sociale ancestraux, combattus durant la colonisation mais qui perdurent en chacun de nous, au plus profond de nos inconscients. Aujourd'hui, ces trois axes forts de notre unité nationale – le premier à dimension sociale et de renforcement des solidarités au bénéfice des plus démunis, le second de gouvernance et le dernier de renforcement par le brassage des cultures – me paraissent structurer une vraie pensée politique. Non seulement je ne les renie pas, mais je les veux miens, je les défends et souhaite les faire partager par le plus grand nombre. » (Page 197)*

*« Notre peuple, petit par son nombre, mais grand de ses valeurs partagées héritées de nos traditions, a des qualités intrinsèques qui le prédisposent à une démocratie vivante. Le respect de l'autre, et notamment de nos aînés, un sens inné de l'écoute mais aussi de l'échange, une puissante aspiration de sa jeunesse, ouverte sur le monde via l'accès au numérique, à faire rayonner les talents gabonais au-delà de nos frontières en y portant nos valeurs pacifiques et fraternelles, sont autant de clés d'une consolidation de notre vie démocratique. » (Page 209)*





**Alain-Claude Bilie-By-Nze, 57 ans, né à Makokou dans une famille de seize enfants, est l'une des principales figures de la vie politique gabonaise d'aujourd'hui.**

Député, une première fois ministre sous la présidence d'Omar Bongo, il le sera à six reprises sous celle d'Ali Bongo, avant d'accéder aux fonctions de Premier ministre en janvier 2023. Son cursus scolaire et universitaire l'a conduit à l'École secondaire des cadets de la police (ESCAP), puis à des études de sciences humaines (lettres) à l'université Omar Bongo de Libreville. Il a consacré l'essentiel de sa carrière à l'action publique.